# Burkina Faso : Tensions au sommet du pouvoir et pression djihadiste

**Timbuktu Institute – Semaine 1 - Mars 2026**

Des détonations entendues près de la présidence de Ouagadougou dans la nuit du 28 février au 1er mars 2026 ont ravivé les interrogations sur la cohésion interne du régime militaire dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré. Entre soupçons de dissensions au sein de l'armée, communication sécuritaire autour des opérations antiterroristes, réorientation politique du 8 mars et circulation de fausses informations sur l'Alliance des États du Sahel, ces événements témoignent des nombreux défis militaires, politiques et informationnels auxquels la transition burkinabè est confrontée.

## Incident nocturne à la présidence : fractures au sein de la junte ?

Dans la nuit du 28 février au 1er mars 2026, des détonations ont été entendues près de la présidence à Ouagadougou. Cette situation a déclenché une vague d'alertes parmi les partisans du régime militaire du capitaine Ibrahim Traoré. Du côté du pouvoir, l'hypothèse d'une tentative de coup d'État a toutefois été écartée. Selon une source, « tout serait parti d'un tir sur un véhicule dans lequel étaient entreposés des produits inflammables ». D'autres sources concordantes suggèrent qu'il s'agirait d'un reflet de tensions internes entre militaires concernant la gestion de la situation sécuritaire, alors que des officiers convoqués à Ouagadougou n'ont pas répondu à l'appel. Cette défiance à l'égard de l'autorité hiérarchique est le signe de dissensions au sein de l'armée, dans un contexte de pression djihadiste croissante. Le manque de communication de la présidence accentue le flou et alimente les spéculations.

## Bilan militaire de février : 100 « terroristes » neutralisés

Pendant ce temps, le pays continue de faire de la lutte contre le terrorisme et de la reconquête du territoire une priorité absolue. Selon les autorités, d'importants progrès ont été réalisés par les militaires ce mois-ci. Dans ce contexte, le colonel Abdoul Aziz Ouédraogo, porte-parole des Forces armées burkinabè, a annoncé la neutralisation d'au moins 100 combattants au cours du mois de février 2026. L'armée revendique également la reconquête de localités abandonnées depuis 2019, telles que Tongomayel, Béléhédé et Pobé-Mengao, situées dans le nord du pays. Des déploiements de terrain ont ainsi été effectués dans certaines zones stratégiques afin de mieux sécuriser le pays face à la menace terroriste. « Des unités récemment constituées ont été projetées avec brio sur le terrain grâce aux contribuables burkinabè », a déclaré le colonel Ouédraogo sur les ondes de la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB). De même, la mise en avant de nouvelles acquisitions d'artillerie et de la montée en puissance des effectifs vise à contrebalancer le sentiment d'insécurité persistant. La reconquête de localités historiquement perdues est politiquement significative, mais sa durabilité reste à démontrer sans une collaboration avec les populations et l'administration au niveau local.

## Réorientation du 8 mars : instrumentalisation ou réforme réelle ?

Dans un autre registre, la ministre de la Famille et de la Solidarité, Pélagie Kaboré, a annoncé que la Journée internationale des droits des femmes ne serait plus marquée par des célébrations festives. Tout le mois de mars sera consacré à des actions concrètes dans les 17 régions, axées sur l'autonomisation économique des femmes. Cette réforme symbolique s'inscrit ainsi dans la rhétorique de rupture avec les pratiques antérieures, portée par la transition Traoré. Si l'objectif d'autonomisation économique est louable, l'instrumentalisation politique du 8 mars à des fins de communication gouvernementale mérite d'être interrogée, d'autant que des mesures d'accompagnement n'ont pas encore été mises en place pour assurer le suivi et l'évaluation.

## Faux communiqué de l'AES sur la guerre en Iran

Les services de communication burkinabè ont démenti l'authenticité d'un communiqué attribué à la Confédération des États du Sahel et largement diffusé sur les réseaux sociaux. Ce document, qui reproduit le sceau de l'AES et la signature supposée du capitaine Traoré, affirme qu'une attaque contre un État allié, en référence à l'Iran, serait perçue comme une atteinte directe aux intérêts de l'organisation. Ce faux communiqué capitalise sur les positions souverainistes et les rapprochements diplomatiques et militaires avérés entre l'AES et l'Iran. Le rapprochement entre Ouagadougou et Téhéran est effectivement avéré : comme mentionné dans le précédent numéro, le ministre burkinabè de la Défense a été reçu à Téhéran pour discuter d'un partenariat militaire. Dans ce contexte, la lutte contre la désinformation est d'autant plus complexe pour le régime que celui-ci doit naviguer entre ses alliances affichées et la maîtrise de son image internationale.

# Côte d'Ivoire : Coopération sécuritaire avec Washington et tensions politiques

**Timbuktu Institute – Semaine 1 - Mars 2026**

La Côte d'Ivoire se retrouve cette semaine au cœur d'enjeux stratégiques multiples. Alors qu'Abidjan renforce sa coopération sécuritaire avec les États-Unis à l'occasion de la Coupe du monde 2026, le pays est toujours traversé par des tensions politiques liées aux dynamiques post-électorales. Parallèlement, les autorités mettent en avant les progrès réalisés en matière de promotion des droits des femmes, tout en reconnaissant les défis persistants pour appliquer effectivement les réformes. Ces différentes séquences illustrent les équilibres délicats entre consolidation institutionnelle, gouvernance politique et ambitions diplomatiques régionales.

## Mondial 2026 : la Côte d'Ivoire intégrée au dispositif de sécurité

Cette semaine a été marquée par un renforcement du partenariat sécuritaire entre Washington et Abidjan. En effet, les États-Unis ont associé la Côte d'Ivoire au dispositif de sécurité de la Coupe du monde 2026 qu'ils organiseront avec le Canada et le Mexique. Le Centre de renseignement opérationnel antiterroriste (CROAT), rattaché au ministère de la Défense, sera au cœur de ce dispositif, et le général Ousmane Yéo en sera l'interlocuteur principal du FBI. Ce choix confirme la Côte d'Ivoire comme un « partenaire fiable, doté de structures sécuritaires solides et d'une stabilité institutionnelle qui inspire confiance ». Cette intégration au dispositif de sécurité mondial est une reconnaissance stratégique majeure pour Abidjan. Elle valide les investissements ivoiriens dans les capacités de renseignement et de cybersécurité, et renforce le positionnement de la Côte d'Ivoire en tant que pôle sous-régional. Sur le plan diplomatique, elle consolide un partenariat sécuritaire privilégié avec Washington, dans un contexte sahélien de retrait partiel des États-Unis au profit de puissances concurrentes.

## Procès du PDCI-RDA : le verdict est renvoyé, la tension politique demeure

Au plan interne, la période post-électorale continue de faire couler beaucoup d'encre. Le délibéré dans l'affaire impliquant Yapo Yapo Calice, secrétaire exécutif en chef du PDCI-RDA, a été reporté au 27 mars 2026. Le parquet a requis trois ans de prison avec sursis et une amende de 500 000 francs CFA pour troubles à l'ordre public. La défense plaide quant à elle la relaxe pure et simple, qualifiant les accusations de politiques. Selon Luc Adjé, avocat de la défense, « il n'y a pas eu d'infraction. C'est une accusation politique. » Ce procès cristallise les tensions entre le PDCI-RDA, principal parti d'opposition, et le pouvoir en place. Le report du verdict prolonge une incertitude qui maintient une pression sur l'opposition à l'approche d'échéances politiques à venir. La qualification de « troubles à l'ordre public » pour des activités politiques illustre les crispations autour des libertés publiques en Côte d'Ivoire, et cette affaire sera suivie de près par les observateurs des droits de l'homme.

## Promotion des femmes : avancées légales et défis persistants

Pendant ce temps, Abidjan dresse le bilan des avancées en matière de droits des femmes dans tous les domaines de la vie sociale. Lors d'une tribune du Centre d'information et de communication gouvernementale (CICG), la conseillère Namizata Fofana Binaté a mis en avant plusieurs avancées de la Côte d'Ivoire : la Constitution de 2016 garantissant l'égalité, la loi de 2021 sur les violences fondées sur le genre et la loi de 2019 imposant un quota de 30 % de femmes dans les instances de décision. Selon elle, « c'est ensemble que nous pouvons garantir l'accès à la justice des femmes ». La Côte d'Ivoire a posé des jalons législatifs solides en faveur de la promotion des droits des femmes. Cependant, l'accès à la justice demeure un obstacle majeur à l'autonomisation effective, alors que les femmes représentent 48 % de la population (RGPH). L'écart entre le cadre légal et son application effective constitue le principal défi, en particulier dans les zones rurales.

# Togo : Entre état d'urgence et résilience sous tension

**Timbuktu Institute – Semaine 1 - Mars 2026**

Le Togo traverse une période marquée par des arbitrages complexes entre impératifs sécuritaires, diversification diplomatique et attentes sociales croissantes. La prorogation de l'état d'urgence dans la région des Savanes témoigne de la persistance de la menace djihadiste aux frontières nord, tandis que Lomé mène une stratégie de coopération internationale axée sur la résilience communautaire et l'ouverture diplomatique. Cependant, les données récentes sur les perceptions économiques et politiques de la population révèlent un malaise social susceptible d'influencer les équilibres internes du pays.

## Prorogation de l'état d'urgence dans la région des Savanes : 12 mois supplémentaires

Le 27 février 2026, l'Assemblée nationale togolaise a adopté la prorogation de l'état d'urgence sécuritaire dans la région des Savanes pour une durée de douze mois, à compter du 13 mars 2026. Cette mesure, en vigueur depuis juin 2022, est présentée comme une condition nécessaire à la stabilité économique et à la protection des corridors commerciaux régionaux. Selon le colonel Hodabalo Awaté, ministre de l'Administration territoriale, « l'exercice de ces prérogatives se ferait dans le strict respect de l'État de droit ». La reconduction de l'état d'urgence pour la quatrième fois consécutive soulève ainsi des questions quant à la normalisation des mesures d'exception. Si la menace terroriste transfrontalière est bien réelle, la conciliation entre impératifs sécuritaires et respect des libertés civiles reste un enjeu central. L'argument économique avancé, à savoir la protection des corridors de transit, indique que les intérêts du port de Lomé sont également en jeu dans cette décision.

## Résilience communautaire : la Banque mondiale évalue ses programmes

Le 2 mars 2026, une rencontre entre le gouvernement togolais et la Banque mondiale a eu lieu à Lomé pour évaluer le premier cycle de l'Allocation pour la prévention et la résilience (PRA-IDA20). Les discussions ont porté sur la prévention de l'extrémisme violent, le programme PURS et l'opération Koundjoaré. Cette évaluation est un moment charnière pour déterminer les orientations du financement international dans la région des Savanes. L'extension du PURS à l'ensemble du territoire national témoigne de la volonté de tirer parti des acquis des zones de conflit pour renforcer la résilience nationale. Cette approche multilatérale contraste avec la dynamique de désengagement observée dans les pays voisins de l'AES.

## Rapprochement entre le Togo et la Biélorussie : un nouveau partenariat diplomatique

Au même moment, le ministre biélorusse des Affaires étrangères, Maxim Ryzhenkov, effectuait une visite de travail à Lomé, où il a été reçu par le Président Faure Gnassingbé. Cette visite a donné lieu à la signature d'un accord d'exemption réciproque de visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service. L'accord vise à faciliter les déplacements des responsables officiels et à créer un environnement propice au développement des échanges institutionnels.

Ce rapprochement avec Minsk, État sous sanctions occidentales depuis 2020, s'inscrit dans la stratégie de diversification diplomatique du Togo. À la différence des pays de l'AES qui affichent ouvertement leur rapprochement avec Moscou, le Togo adopte une position d'équidistance. Toutefois, ce partenariat avec la Biélorussie, alliée étroite de la Russie, pourrait susciter des interrogations de la part des partenaires occidentaux traditionnels du Togo.

## Perceptions de la Russie et pessimisme économique : le « malaise » togolais

Selon le Round 10 d'Afrobaromètre (2024-2025), près de la moitié des Togolais estiment que l'influence économique et politique de la Russie sur leur pays est positive. Parallèlement, plus de 60 % estiment que leur pays prend la mauvaise direction et trois Togolais sur quatre vivent dans une pauvreté modérée ou sévère. Les trois principaux problèmes identifiés sont le chômage, les infrastructures et la santé. Pour Hervé Akimocho, directeur de CROP, « la majorité des Togolais estime que le pays va dans la mauvaise direction, que la situation économique est mauvaise et qu'elle s'est détériorée au cours des douze derniers mois ». Ces données révèlent un décalage croissant entre l'activisme diplomatique du régime et les attentes économiques de la population. La perception favorable de la Russie, bien qu'inférieure à celle des pays de l'AES, témoigne d'un terreau propice aux récits alternatifs aux partenariats occidentaux. Le pessimisme économique généralisé constitue un facteur de risque politique à moyen terme pour la stabilité du régime de Faure Gnassingbé.

# Tchad : Une réforme universitaire source de tensions politiques

**Timbuktu Institute – Semaine 1 - Mars 2026**

Dans un communiqué rendu public le 5 mars, le Premier ministre tchadien a annoncé la démission du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation professionnelle, Tom Erdimi. Si des raisons officielles n'ont pas été avancées, cette démission est probablement liée au récent abandon d'un projet de réforme de l'enseignement supérieur. Depuis son entrée en fonction, le ministre Tom Erdimi avait clairement affiché sa volonté de réformer le secteur. C'est dans ce cadre qu'en juillet 2025, le gouvernement tchadien avait signé un décret instaurant la mise en place de la décentralisation du Centre national des œuvres universitaires (CNOU) géré depuis N'Djamena. Avec cette réforme de l'organisme chargé de la gestion et du soutien à la vie estudiantine, notamment en matière de logement, alimentation, santé et activités sociales, l'ex-ministre souhaitait transférer une partie de cette gestion aux régions et aux acteurs économiques locaux. Ancien chef rebelle et cofondateur de l'Union des forces de la résistance, Erdimi avait rejoint le gouvernement de transition de Mahamat Idriss Déby en octobre 2022 à l'issue du processus de paix de Doha. En l'espèce, cette démission relance les questionnements sur les tensions internes au sein de l'appareil exécutif. Par ailleurs, il est légitime de se demander dans quelles mesures de décentralisation des ressources universitaires peuvent-elles aboutir au Tchad dans un contexte institutionnel où les décisions d'arbitrage semblent manquer de transparence ?

## Fronts sécuritaire et diplomatique

Dans la nuit du 2 mars 2026, une unité de l'armée tchadienne déployée dans la région du Lac a repoussé une attaque de Boko Haram, neutralisant huit membres du groupe et récupérant un important arsenal. Un soldat tchadien a été tué et deux autres blessés lors de l'affrontement. L'information a été confirmée directement par le président Mahamat Idriss Déby via ses réseaux sociaux, qui a rendu hommage au militaire tombé au combat et réaffirmé la détermination du Tchad à poursuivre la lutte contre le groupe djihadiste Boko Haram.

Parallèlement, alors que les relations entre le Tchad et la Libye se sont continuellement réchauffées au cours des ces derniers mois, un nouveau pas a été franchi. Le 5 mars, le Premier ministre libyen Abdulhamid Dbeibah a reçu le nouvel ambassadeur tchadien Taher Issu Youssouf, marquant la reprise de la représentation diplomatique entre les deux pays après une interruption de près de 14 ans sans ambassadeur en poste. Au cours de cette rencontre, les deux parties ont exprimé leur volonté de renforcer leur coopération bilatérale, eu égard à l'importance que revêt la stabilité du couloir sahélo-libyen pour les deux pays. Cela s'inscrit dans l'intense activité diplomatique déployée par N'Djamena depuis le début de l'année, pleinement conscient de sa position stratégique dans la région, dans un contexte marqué par la recomposition des alliances sécuritaires et l'évolution continue de la menace djihadiste.

# Bénin : L'opposition béninoise à l'aube d'un seuil critique ?

**Timbuktu Institute – Semaine 1 - Mars 2026**

C'est à n'en point douter un tournant majeur dans la vie politique béninoise. L'ancien Président de la République, Thomas Boni Yayi, a annoncé sa démission du parti d'opposition Les Démocrates (LD), dont il était jusque-là président. Dans une déclaration rendue publique le 3 mars, il évoque une décision prise suite à une « longue réflexion menée au cours de ces derniers mois ». Il Précise qu'elle intervient « pour des raisons de santé, et afin de pouvoir pleinement consacrer cette nouvelle étape de ma vie au repos ». Dans la foulée, son fils Yayi Chabi, secrétaire aux relations extérieures du parti, a aussi annoncé sa démission. Face à cette situation, une délégation du parti a été dépêchée auprès de Boni Yayi « afin de mieux discuter avec lui », a notifié Guy Mitokpè, Secrétaire national à la communication du parti LD. Après une réunion de crise qui a eu lieu le 6 mars, la Coordination Nationale du parti a annoncé rejeter la démission de Boni Yayi. Ces annonces interviennent alors que le parti d'opposition – exclu de la prochaine présidentielle et empêché de participer aux dernières législatives – traverse une période plus que délicate. Ainsi, le parti LD est-il à la croisée des chemins ? Désormais sans député au Parlement, ni maire et par conséquent inapte à parrainer un candidat, le parti se retrouve en principe écarté de la présidentielle de 2033. Autant dire que l'avenir des LD est fait d'un horizon obscur.

## Reprise de l'offensive djihadiste au nord

Après quelques mois de relative accalmie, il apparaît désormais que la résurgence de la menace djihadiste au nord du pays est manifeste. Après l'attaque du 24 février dernier contre le commissariat de Kouandé dans le département de l'Atacora, le Bénin vient d'essuyer ce qui apparaît comme sa plus sévère déconvenue sécuritaire depuis un an. En effet, le 4 mars, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) a revendiqué une attaque contre une position du village de Kofounou à Karimama, dans le département de l'Alibori. Selon le porte-parole des Forces armées Béninois (FAB), le bilan provisoire côté armée est de 15 militaires morts et cinq blessés dont le pronostic vital n'est pas engagé. La riposte béninoise par intervention aérienne a d'après ce même bilan, neutralisé quatre terroristes et détruit plusieurs motos.

Ce n'est pas la première fois que la commune de Karimama est confrontée à une attaque terroriste. Ces attaques surviennent alors que le gouvernement avait communiqué début mars sur l'avancement du déploiement de son opération anti-terrorriste « Mirador ». Quoiqu'il en soit, cette situation qui s'apparente à une reprise de l'offensive djihadiste demeure inquiétante, surtout que le JNIM a réaffirmé son intention de s'y ancrer avec la nomination en février dernier d'un Emir dans le nord du pays. Par ailleurs, dans la partie Est du nord béninois qui partage une frontière avec le nord-ouest le Nigeria, la pression djihadiste s'intensifie. C'est sans doute fort de ce contexte que le 27 février dernier, des responsables militaires chargés des opérations antiterroristes du Nigeria et du Bénin se sont réunis à Cotonou dans le but de définir les contours d'une stratégie transfrontalière. La coordination des patrouilles frontalières, le partage de renseignements, la conduite d'opérations conjointes et une surveillance accrue des flux transfrontaliers sont les points saillants de ce futur protocole d'accord de coopération sécuritaire dont la signature devrait intervenir prochainement. Preuve que l'Etat béninois est conscient qu'une coordination régionale renforcée est indispensable face à la complexité croissante de la menace sécuritaire.

# Cameroun : Entre front judiciaire et réformes institutionnelles

**Timbuktu Institute – Semaine 1 - Mars 2026**

La crise anglophone camerounaise, qui a fait des milliers de morts depuis 2017, connaît un nouveau développement judiciaire. Le 1er mars, la justice belge a arrêté quatre personnes soupçonnées d'avoir financé et dirigé depuis l'Europe les Ambazonia Defence Forces (ADF), le groupe séparatiste actif des régions anglophones du Cameroun. Dans le cadre de cette affaire pour « crimes contre l'humanité » et « crimes de guerre », trois d'entre elles ont été placées en détention par le juge d'instruction. Les enquêteurs examinent également la possibilité que des instructions pour des attaques ciblées contre des civils et des militaires camerounais aient été données depuis la Belgique. L'enquête, ouverte en juin 2025 à la suite d'une transmission des autorités norvégiennes, est menée en coopération avec la Norvège et les États-Unis, où des procédures similaires sont en cours. Elle fait suite à plusieurs plaintes déposées par l'ONG Action 237, basée en Suisse, dont les démarches judiciaires remontent à 2020. En attendant la fin de cette procédure, cette dernière rappelle que les conflits armés locaux peuvent rapidement avoir une dimension transnationale. En ce sens, elle apparaît comme une illustration de la complexité du financement et de l'organisation des groupes séparatistes ainsi que la nécessité d'une coopération judiciaire internationale structurée pour garantir la responsabilité des acteurs impliqués.

## Vers une révision constitutionnelle ?

D'après des sources concordantes au sein de l'appareil d'État camerounais, révèle Jeune Afrique, une révision de la Constitution de 1996, entamée depuis plus d'un an, serait désormais quasiment prête. Si l'on évoque une recomposition de l'ossature institutionnelle dans le sens d'une potentielle augmentation du nombre de représentants dans les institutions locales et nationales et de la création de nouvelles communes et unités territoriales, le changement majeur pourrait se trouver du côté de la reconfiguration de l'exécutif. En effet, la possibilité de création d'un poste nominatif et non électif de vice-président serait sur la table de discussions. Par ailleurs, le gouvernement semble disposé à opérer une concession au sujet du polémique Code électoral, dans le cadre de définir les hypothèses d'un rappel de l'opposant Issa Tchiroma Bakary dans un processus de dialogue politique. Cette révision serait-elle la traduction d'un remodelage des mécanismes de succession et de représentation opérée par un État qui ne désire pas rompre avec sa logique présidentialiste ? Les prochaines semaines pourraient fournir un début de réponse à cette interrogation. Quoi qu'il en soit, si de telles prévisions sont concrétisées, elles pourraient raviver les débats sur la gestion des tensions institutionnelles par cooptation plutôt que par réforme systémique des règles du jeu électoral.

# Le Mali, symbole d'une mutation structurelle de l'espace sahélien ?

**Timbuktu Institute – Semaine 1 - Mars 2026**

L'émergence de l'Alliance des États du Sahel (AES) marque un tournant historique qui dépasse la simple coopération militaire pour s'ériger en un véritable projet de société. Cette transition vise à substituer aux modèles de gouvernance hérités de l'ère coloniale une structure de souveraineté partagée, capable de répondre de manière endogène aux crises multidimensionnelles. L'objectif est de transformer le Sahel en un pôle de décision autonome, fondé sur une intégration politique et économique qui place la dignité des populations au cœur de l'action publique. Cette volonté de rupture s'affirme comme une réponse directe aux limites des organisations régionales classiques, perçues comme trop dépendantes des agendas extérieurs.

## La sécurité nationale par le prisme de l'économie

La doctrine de défense au Mali et au Burkina Faso connaît une évolution majeure : la lutte contre la fraude financière et la corruption est désormais élevée au rang d'impératif de sécurité nationale. Il existe une conviction croissante que la stabilité territoriale est indissociable de la transparence budgétaire. En traitant l'évasion fiscale et les flux financiers illicites comme des menaces directes à la sûreté de l'État, les autorités cherchent non seulement à assainir l'administration, mais surtout à garantir que les ressources nationales soient intégralement mobilisées pour le financement de la souveraineté et la protection des populations.

## Diplomatie de rupture et références historiques

La politique étrangère actuelle s'inscrit dans une quête de restauration de la dignité nationale, puisant ses racines dans l'héritage panafricaniste et les principes de non-alignement de la Première République malienne. Ce repositionnement stratégique, qui privilégie la souveraineté absolue et le respect mutuel, contraint les puissances mondiales à revoir leurs modes d'interaction avec le Sahel. On assiste à une redéfinition des rapports de force où le Mali exige une égalité stricte dans ses partenariats, rappelant les orientations historiques de l'ère Modibo Keïta tout en les adaptant aux défis géopolitiques contemporains.

## Le Pragmatisme des partenariats internationaux

Face à l'affirmation de ce bloc souverainiste, les acteurs internationaux comme les États-Unis adoptent une posture de pragmatisme prudent. Plutôt que de risquer une rupture totale, Washington semble privilégier une stratégie de maintien des intérêts stratégiques et économiques. Cette approche nuancée témoigne de la reconnaissance du nouveau poids géopolitique de l'AES. Elle illustre une transition où les puissances étrangères doivent désormais naviguer avec précaution pour préserver leurs canaux de coopération sans heurter la volonté d'indépendance affichée par les autorités de transition.

## La Doctrine Armée-Nation et la résilience sociale

La survie de l'État face aux menaces asymétriques repose désormais sur le concept de fusion entre les forces de défense et la population civile. Cette synergie, pilier de la doctrine "Armée-Nation", vise à renforcer la cohésion interne et à rendre le territoire imperméable aux tentatives de déstabilisation extérieure. En plaçant chaque citoyen comme un acteur de la défense nationale, l'AES cherche à construire une résilience durable qui ne dépend plus exclusivement de la puissance de feu, mais de la solidité du contrat social et de la solidarité entre les civils et les militaires.

## Vers une autonomie de la médiation et de la paix

Le bilan critique des médiations étrangères passées, notamment celles ayant duré plusieurs décennies, a conduit à une remise en question profonde des processus de paix traditionnels. Le constat d'une efficacité limitée des interventions tierces pousse aujourd'hui le Mali à privilégier des solutions endogènes et directes. Cette volonté de se réapproprier les mécanismes de résolution de conflits marque la fin d'une ère de tutelle diplomatique, affirmant que la stabilité véritable ne peut être obtenue que par un dialogue national souverain, affranchi des agendas de médiation extérieurs.

# Sénégal : La cohésion sociale à l'épreuve d'un divorce à la tête de l'exécutif ?

**Timbuktu Institute – Semaine 1 - Mars 2026**

Au Sénégal, les récents développements à la tête de l'exécutif marquent une rupture profonde et désormais ouverte entre le président Bassirou Diomaye Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko, autrefois unis sous le slogan emblématique « Diomaye moy Sonko, Sonko moy Diomaye » qui avait porté leur victoire en 2024. Les tensions latentes autour de nominations contestées (comme le remplacement d'Aïssatou Mbodj par Aminata Touré à la tête de la coalition présidentielle), se sont intensifiées début mars 2026 : le 2 mars, Ousmane Sonko a publiquement envisagé un éventuel retour dans l'opposition si Faye s'écartait de la ligne radicale du parti, évoquant une « cohabitation plus difficile » ou un divorce politique. Le point culminant est survenu le 7 mars, lorsque Faye a présidé l'assemblée générale fondatrice de sa coalition personnelle « Diomaye Président », officialisant son autonomie vis-à-vis du Pastef et revendiquant un discours plus modéré sur des thèmes comme la justice perçu comme une trahison par les militants sonkistes. Cette structuration en force alternative au Pastef, avec des appels à une présence locale renforcée en vue des échéances futures (notamment 2029), signe une rupture consommée dans les discours et les structures, fragilisant la majorité au pouvoir et exposant le pays à une instabilité politique accrue au sommet de l'État, alors que des observateurs qualifient déjà ce duel fratricide d'inévitable et potentiellement destructeur pour la stabilité post-alternance.

Pendant ce temps, l'initiative de dialogue direct, symbolisée par les sessions d'échanges avec les citoyens, marque une volonté de renforcer la proximité entre le sommet de l'État et la population. Ce format de communication interactive vise à expliquer les réformes en cours, à recueillir les préoccupations sociales et à légitimer l'action gouvernementale par une pédagogie de terrain. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie de consolidation de la confiance publique, où la transparence des échanges sert de rempart contre la désinformation et renforce l'adhésion au projet de transformation nationale.

## Le rayonnement diplomatique en débat ?

La candidature officielle de l'ancien président Macky Sall à un poste de haut niveau au sein des instances de l'ONU, portée par des soutiens régionaux comme celui d'Évariste Ndayishimiye, illustre la vitalité de la diplomatie sénégalaise. Ce dépôt de candidature témoigne de la reconnaissance de l'expertise du pays en matière de médiation et de gouvernance globale. Au-delà de la figure individuelle, cela souligne la capacité du Sénégal à projeter ses cadres dans l'architecture multilatérale mondiale, renforçant ainsi l'influence de la diplomatie ouest-africaine au sein des Nations Unies.

## Cohésion sociale et symbolisme républicain : l'importance du dialogue inclusif

Les moments de communion républicaine, tels que les rassemblements au Palais autour de symboles culturels ou religieux, servent de cadre à une expression plurielle de la société sénégalaise. Ces rencontres permettent à des figures de la société civile et religieuse de s'exprimer sur le climat social et de plaider pour une meilleure compréhension mutuelle. En offrant une tribune à ceux qui soutiennent l'institution, l'État cherche à apaiser les tensions discursives et à rappeler que la stabilité nationale repose sur un respect partagé, loin des invectives qui saturent parfois l'espace public numérique.

# Le Sénégal face aux crises globales : une voix africaine sur le Moyen-Orient

Dans un contexte de tensions géopolitiques mondiales, notamment les récentes frappes au Moyen-Orient, le Sénégal et ses pairs africains (Maroc, Tchad) sont amenés à définir des positions claires. Cette situation met en lumière la responsabilité du pays dans la promotion de la paix et de la stabilité internationale. Les réactions observées soulignent une volonté commune de privilégier la désescalade et le respect du droit international. Ce positionnement reflète l'ambition du Sénégal d'agir comme un acteur équilibriste, soucieux de protéger les intérêts du continent tout en contribuant à la sécurité globale.